Québec

Gouvernement du Québec
La ministre de la Justice et Procureure générale,
ministre responsable de la région de l'Outaouais

Québec, le 25 avril 2017

Monsieur Jean-Marc Fournier
Leader parlementaire du gouvernement
Édifice Pamphile-LeMay
1035, rue des Parlementaires, bureau 1.39
Québec (Québec) G1A 1A4

Cher collègue,

La présente fait suite à la question inscrite au feuilleton le 21 mars dernier par la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques, Mme Manon Massé, qui demandait si je comptais modifier le Code civil du Québec pour permettre aux personnes trans non citoyennes de changer leur mention de sexe et leur prénom à l'État civil du Québec.

Un pas important a été franchi dans le dossier des revendications des trans par l'entrée en vigueur, le 1er octobre 2015, des articles 3 et 4 de *la Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil, de successions et de publicité des droits* et du *Règlement modifiant le Règlement relatif au changement de nom et d'autres qualités de l'état civil* ainsi que par l'entrée en vigueur, le 10 juin 2016, de la *Loi visant à renforcer la lutte contre la transphobie et à améliorer notamment la situation des mineurs transgenres*.

Ainsi, une personne trans, mineure ou majeure, peut à présent obtenir le changement de la mention du sexe à son acte de naissance sans avoir à subir de traitements médicaux ou d'interventions chirurgicales et si elle est mineure, une personne mineure d'obtenir le changement de la mention du sexe.

Aussi, l'identité de genre et l'expression de genre ont été ajoutées aux motifs de discrimination interdits prévus à la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne*, afin d'éviter toute ambiguïté dans l'application des dispositions existantes et pour favoriser l'acceptation sociale pleine et entière des personnes trans.

En terminant, je ne ferai aucun commentaire quant à la question de l'exigence de la citoyenneté canadienne puisqu'elle est présentement soumise à la Cour supérieure dans le cadre d'un recours judiciaire.

Veuillez agréer, cher collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

STÉPHANIE VALLÉE

Québec
Édifice Louis-Philippe-Pigeon
1200, route de l'Église
9e étage
Québec (Québec) G1V 4M1
Téléphone : 418 643-4210
Télécopieur : 418 646-0027
ministre@justice.gouv.qc.ca